

Les suites de l'intervention kenyane en Somalie

Par Ken Menkhaus

13 janvier 2012

Si l'on ne devait tirer qu'une seule leçon politique à long-terme de la première décennie du nouveau millénaire, elle serait la suivante : les stratégies interventionnistes qui préparent la guerre mais pas la paix échoueront. L'indifférence ou les douces illusions quant à la faisabilité d'instaurer un ordre politique stable après l'intervention militaire conduisent inévitablement à des troubles importants qui peuvent plonger le pays occupé mais aussi la puissance occupante dans une situation pire qu'avant l'offensive.

En ce moment le Kenya joue son destin dans le sud de la Somalie, où ses forces armées sont engagées dans une opération contre le groupe djihadiste al-Shabab dans la région frontalière du Jubaland. Près de trois mois après le début de l'offensive - qui s'est parfois enlisée pour des raisons à la fois météorologiques (saison des pluies) et d'indécision politique, rien ne montre que le Kenya ou quiconque impliqué dans ce conflit a un plan viable traitant de la future gouvernance de cette région hautement instable et contestée, dans l'hypothèse où les Shabab seraient évincés.

Si cette question n'est pas traitée de manière claire et efficace, il y a peu de chances que le Kenya obtienne ce qu'il veut, à savoir une région plus stable et plus sûre à sa frontière. Au contraire, son offensive pourrait provoquer de nouveaux affrontements claniques qui déstabiliseraient le port stratégique de Kismayo. Les clans et les communautés lésées pourraient alors se tourner vers les Shabab et renforcer ce groupe islamiste en crise. De plus, les conséquences de ces possibles développements sont aussi susceptibles de se répandre au Kenya, affectant à la fois la zone frontalière en proie aux troubles mais aussi Nairobi, la capitale kenyane. Les enjeux sont donc particulièrement élevés pour le Kenya, qui a beaucoup à perdre si cette opération échoue.

Pour le Kenya, l'objectif immédiat et essentiel est d'instaurer un ordre politique qui lui serait plus favorable dans les régions pastorales périphériques se trouvant le long de sa frontière avec la Somalie. C'est le seul objectif sur lequel le gouvernement kenyan, ouvertement divisé, semble être d'accord. Pour les Etats-Unis et d'autres pays – y compris le Kenya, évincer les Shabab du port de Kismayo constituerait également un résultat optimal dans la lutte anti-terroriste. Cependant, au cours des deux derniers mois, certains responsables kenyans ont exprimé une certaine ambivalence à sujet, tout comme certains responsables américains ont éprouvé dès le début des doutes sur l'offensive du Kenya. Néanmoins, pour la plupart des Somalis la question centrale n'est pas tant de débouter les Shabab, mais plutôt de savoir quels groupes prendront par la suite le contrôle de Kismayo, une fois qu'une force anti-Shabab les ait effectivement délogés de la ville. C'est d'ailleurs un danger important car cette ville de Kismayo a fait l'objet d'intenses revendications depuis 1991.

Les précédentes approches qui ont permis de déterminer qui gouverne Kismayo - « une paix du vainqueur » est instaurée par un seul groupe ou une coalition instable de plusieurs clans contrôlant la ville est bricolée – ont toujours échoué. Un nouvel ordre politique post-shabab à Kismayo nécessitera

des « visionnaires réalistes » qui puissent forger un avenir plus cosmopolite pour ce port tant convoité. La nouvelle gouvernance devra faire en sorte que les droits de tous les Somalis, et non pas seulement ceux faisant partis des clans les plus puissants, à vivre, à posséder des biens et à gagner leur vie dignement soient clairement formulés.

Le présent rapport souligne le besoin urgent d'entamer un dialogue inter-somalien vers « une solution pour Kismayo », avant que la ville ne change de mains. Le rapport préconise que ce dialogue inter-somalien sur les droits et revendications concernant Kismayo serve de modèle, s'il réussit, pour les autres zones urbaines contestées en Somalie.

Translation of: <http://www.enoughproject.org/publications/after-kenyan-intervention-somalia>

Word counts: 496

After the Kenyan Intervention in Somalia

If the first decade of the new millennium bears a single enduring political lesson, it is this: Intervention strategies that plan the war but not the peace will fail. Indifference to or wishful thinking about the crafting of a post-intervention political order guarantees disorder, and can leave both the occupied country and the intervening power worse off than before.

Kenya risks this fate in southern Somalia, where its armed forces are currently engaged in an operation against the jihadi group al-Shabaab in the Jubbaland border region. Almost three months into the offensive, which has at times been bogged down in a combination of rainy season mud and political indecision, there is still little indication that Kenya or anyone else has a viable plan for who will govern this highly unstable and contested region if and when Shabaab is ousted. Unless this question is clearly and effectively addressed Kenya is not likely to get what it wants — a more stable and secure border area. Instead, its offensive could produce destabilizing clan clashes over the seaport of Kismayo. Aggrieved clans and communities could turn to Shabaab, reinvigorating a jihadi group in crisis. And the consequences of this combination of developments are likely to spill over into Kenya, affecting both the troubled border area and the Kenyan capital, Nairobi. The stakes are exceptionally high for Kenya, which has much to lose if this operation fails.

For Kenya the immediate and essential goal is the establishment of a more friendly Somali political order in the remote pastoral areas along Kenyan-Somali border. This is the only objective Kenya's openly divided government appears to agree on. For the United States and other countries — including Kenya — ousting Shabaab from the seaport of Kismayo would be an optimal counterterrorism outcome as well, though at times over the past two months some Kenyan officials have expressed ambivalence about this goal, while some U.S. officials entertained doubts about the Kenyan offensive from the outset. But for most Somalis the pivotal issue will be not so much driving Shabaab out as which groups will subsequently gain control of Kismayo whenever and however Kismayo falls to an anti-Shabaab force. This is the danger, as Kismayo has been a chronically contested city since 1991.

Past approaches to determining who rules Kismayo — either via a victor's peace by one group or the cobbling together of an unstable, clan-based coalition controlling the city — have consistently failed. A post-Shabaab Kismayo political order will require "realistic visionaries" who can forge a more cosmopolitan future for the coveted seaport, one in which the rights of all Somalis — not just the most powerful local clans — to live, own property, and pursue livelihoods is clearly spelled out.

This paper highlights the urgent need to initiate Somali dialogue toward a "Kismayo solution" before the city changes hands, and argues that a successful Somali dialogue on rights and claims on Kismayo could serve as a model for other contested Somali urban areas.

